



Hamanie

N° 029 - 09.12.2024

Mian Media

GHANA

John Dramani Mahama reprend les rênes du pays

BURKINA FASO

Jean Emmanuel Ouédraogo nommé Premier ministre

SÉNÉGAL

Ousmane Sonko renonce à son poste de député

NAMIBIE

Netumbo Nandi-Ndaitwah, première femme élue présidente du pays

CÔTE D'IVOIRE

Hommage et réflexion sur l'héritage de Félix Houphouët-Boigny



DU BURKINA FASO
À L'EXPANSION
PANAFRICaine

GRAND FORMAT

IDRISSA NASSA

Découvrez l'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique



www.hamanie.news

MAGAZINE HAMANIÈ 029 - 09.12.2024

SOMMAIRE

POLITIQUE

GHANA : JOHN DRAMANI MAHAMA ET MAHAMUDU BAWUMIA AU COUDE-À-COUDE POUR UNE ÉLECTION HISTORIQUE

3 - 4

JEAN EMMANUEL OUÉDRAOGO NOMMÉ PREMIER MINISTRE DU BURKINA FASO

5 - 6

SÉNÉGAL : OUSMANE SONKO RENONCE À SON POSTE DE DÉPUTÉ POUR RESTER PREMIER MINISTRE

7

NAMIBIE : NETUMBO NANDI-NDAITWAH, PREMIÈRE FEMME ÉLUE PRÉSIDENTE DU PAYS

8

MOZAMBIQUE : L'OPPOSITION LANCE UN APPEL À UNE NOUVELLE SEMAINE DE CONTESTATION, 50 JOURS APRÈS LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

9

JOE BIDEN EN ANGOLA : QUAND LES ÉTATS-UNIS CONTRENT L'INFLUENCE CROISSANTE DE LA CHINE EN AFRIQUE

10

GRAND FORMAT

IDRISSA NASSA -
DU BURKINA FASO À
L'EXPANSION PANAFRICAINÉ



11 - 15

ÉCONOMIE

RWANDA : LA BAD DÉCAISSE 100 MILLIONS DE DOLLARS POUR AMÉLIORER LA MOBILITÉ À KIGALI

16 - 17

CORRIDOR DE LOBITO : LA RDC APPROUVE LE PROJET FERROVIAIRE TOUT EN SOULIGNANT LA NÉCESSITÉ DE STABILITÉ DANS L'EST DU PAYS

18

PRODUCTION DE TABAC : LE ZIMBABWE AMBITIONNE 300 000 TONNES POUR LA CAMPAGNE 2024-2025

19

NIGERIA : UN DÉFI DE FINANCEMENT POUR LES TPME, LE GOUVERNEMENT EN QUÊTE DE 160 MILLIARDS DE DOLLARS

20

INDUSTRIE PÉTROLIERE : SONATRACH ET PETROCI HOLDING ENVISAGENT UNE COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE DURABLE EN AFRIQUE

21

SOCIÉTÉ

HOMMAGE ET RÉFLEXION SUR L'HÉRITAGE DE FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

22 - 26

KANGUKA : UNE CROISADE SPIRITUELLE RASSEMBLE DES MILLIERS DE FIDÈLES À ABIDJAN

27

GUINÉE : TRAGÉDIE AU STADE DE N'ZÉRÉKORÉ APRÈS UN MATCH DE FOOTBALL, AU MOINS 56 MORTS DÉPLORÉS

28



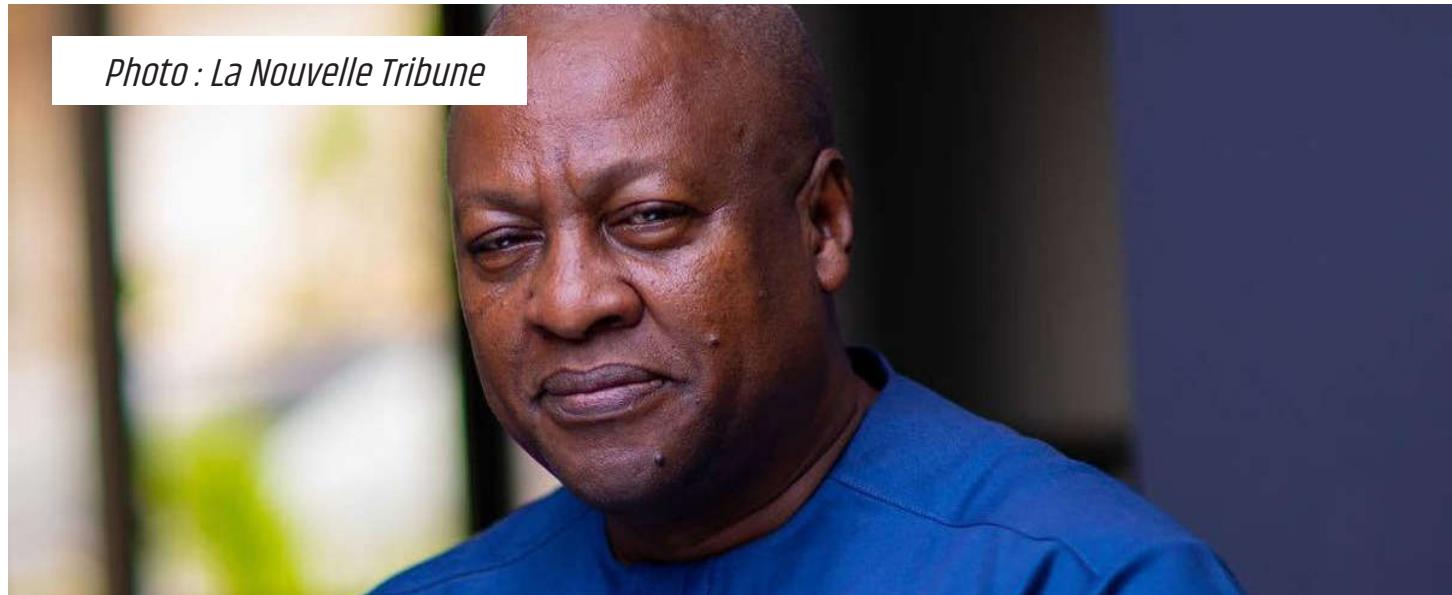
JOHN DRAMANI MAHAMA REPREND LES RÊNES DU PAYS

Le 7 décembre 2024, les électeurs ghanéens se sont rendus aux urnes pour élire leur nouveau président et renouveler leur Parlement. Dans un contexte économique difficile marqué par une inflation élevée et une crise de la dette, ces élections étaient particulièrement attendues.



John Dramani Mahama reprend les rênes du pays

Photo : La Nouvelle Tribune



Résultats et réactions

John Dramani Mahama, ancien président (2012-2017) et candidat du National Democratic Congress (NDC), a remporté l'élection présidentielle avec plus de 53 % des voix. Son principal adversaire, le vice-président sortant Mahamudu Bawumia du New Patriotic Party (NPP), a reconnu sa défaite et félicité Mahama pour sa victoire.

Les partisans du NDC ont célébré cette victoire, voyant en Mahama le leader capable de redresser l'économie du pays. Le NDC a également obtenu une majorité au Parlement, renforçant sa position pour mettre en œuvre son programme.

Contexte économique et enjeux électoraux

Le Ghana traverse sa pire crise économique depuis une génération, avec une inflation galopante et une dépréciation de la monnaie. Cette situation a conduit le gouvernement sortant à solliciter un prêt de 3 milliards de dollars auprès du Fonds monétaire international (FMI). Mahama a critiqué la gestion économique du NPP et promis de

renégocier l'accord avec le FMI pour alléger les charges pesant sur les Ghanéens.

Déroulement du scrutin

Malgré les tensions liées à la situation économique, le scrutin s'est déroulé dans le calme, reflétant la maturité démocratique du Ghana. Le taux de participation a été de 61 %, légèrement inférieur aux précédentes élections.

Perspectives

Avec le retour de Mahama à la présidence, le Ghana s'engage dans une nouvelle phase politique. Les attentes sont élevées quant à sa capacité à redresser l'économie et à améliorer les conditions de vie. La communauté internationale suit de près cette transition, le Ghana étant considéré comme un pilier de stabilité en Afrique de l'Ouest.



Photo : Le 360 Afrique



Jean Emmanuel Ouédraogo nommé Premier ministre du Burkina Faso

Le 7 décembre 2024, le président du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a nommé Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo au poste de Premier ministre, succédant à Apollinaire Joachim Kyélem de Tambèla, démis de ses fonctions la veille.

Parcours professionnel

Né le 26 décembre 1980 à Ouagadougou, Jean Emmanuel Ouédraogo est un communicateur et journaliste de formation. Titulaire d'une licence en sociologie et d'un master 1 en médiation et management des conflits, il a intégré l'administration publique burkinabè en tant que conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication.

Au sein de la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB), il a animé plusieurs émissions, notamment « Techno Inno », « Zommme », « Vision environnement » et « Priorité environnement ». En septembre 2021, il a été nommé directeur de la télévision nationale RTB/Télé.

Engagement politique

En octobre 2022, à la suite de l'avènement du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration II (MPSR II), Jean Emmanuel Ouédraogo a été nommé ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du

Tourisme, et porte-parole du gouvernement. Il a été élevé au rang de ministre d'État en décembre 2023.

Contexte de la nomination

La nomination de Jean Emmanuel Ouédraogo intervient dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et socio-économiques majeurs au Burkina Faso. Le pays fait face à une insécurité croissante due aux activités de groupes armés, entraînant des déplacements massifs de population et une crise humanitaire. Par ailleurs, les tensions politiques internes et les attentes de la population en matière de développement économique et social exigent une gouvernance efficace et inclusive.

Perspectives et défis

En tant que Premier ministre, Jean Emmanuel Ouédraogo est attendu sur plusieurs fronts :

Sécurité : Renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité pour restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et assurer la protection des populations civiles.

Réconciliation nationale : Promouvoir le dialogue entre les différentes composantes de la société burkinabè afin de consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits internes.

Développement économique : Mettre en œuvre des politiques visant à relancer l'économie, créer des emplois, notamment pour les jeunes, et améliorer les infrastructures de base.

Bonne gouvernance : Assurer la transparence dans la gestion des affaires publiques, lutter contre la corruption et renforcer les institutions démocratiques.

La communauté internationale suit de près cette transition politique au Burkina Faso, espérant que la nomination de Jean Emmanuel Ouédraogo apportera une stabilité durable et une réponse efficace aux défis actuels du pays.



Photo : PressAfrik

Ousmane Sonko renonce à son poste de député pour rester Premier ministre

Ce lundi, Ousmane Sonko, Premier ministre du Sénégal, a annoncé qu'il ne siégera pas en tant que député à l'Assemblée nationale. « Je reste à la primature et souhaite un bon mandat à tous les députés », a-t-il déclaré. Lors de l'installation des députés de la quinzième législature, élus lors des législatives anticipées du 17 novembre, Sonko s'est rendu à l'Assemblée pour soumettre officiellement sa lettre de démission de son poste de député. Suite à la victoire écrasante de la liste Pastef, qu'il a dirigée, des spéculations avaient émergé quant à son choix entre la présidence de l'Assemblée nationale et ses fonctions de Premier ministre.

Le parti au pouvoir, Pastef, a remporté 130 des 165 sièges du Parlement, consolidant ainsi sa domination politique. Sonko a mis un terme aux rumeurs en choisissant de rester Premier ministre, une décision largement soutenue par ses partisans. Ces derniers l'ont majoritairement encouragé à poursuivre son mandat pour mener à bien le « Projet de transformation systémique », un

programme ambitieux qui a été central dans la montée en puissance de Pastef au pouvoir en avril dernier, avec Bassirou Diomaye Faye à la tête du parti.

Avec Pastef désormais au contrôle des principaux leviers du pouvoir, Sonko a exprimé sa confiance dans la capacité de la quinzième législature à incarner une « Assemblée de rupture et d'innovation ». Il a souligné les enjeux cruciaux en matière de gouvernance, d'administration et dans l'exercice des prérogatives parlementaires. « L'Assemblée ne doit plus se contenter d'être une simple institution de réception ; elle doit tracer sa propre voie et jouer pleinement son rôle, conformément aux attributions que lui confère la Constitution », a-t-il affirmé avec détermination.

Cette décision marque un moment clé dans la carrière politique de Sonko, qui continue de consolider son rôle central dans la transformation politique et institutionnelle du Sénégal.



Netumbo Nandi-Ndaitwah, première femme élue présidente du pays

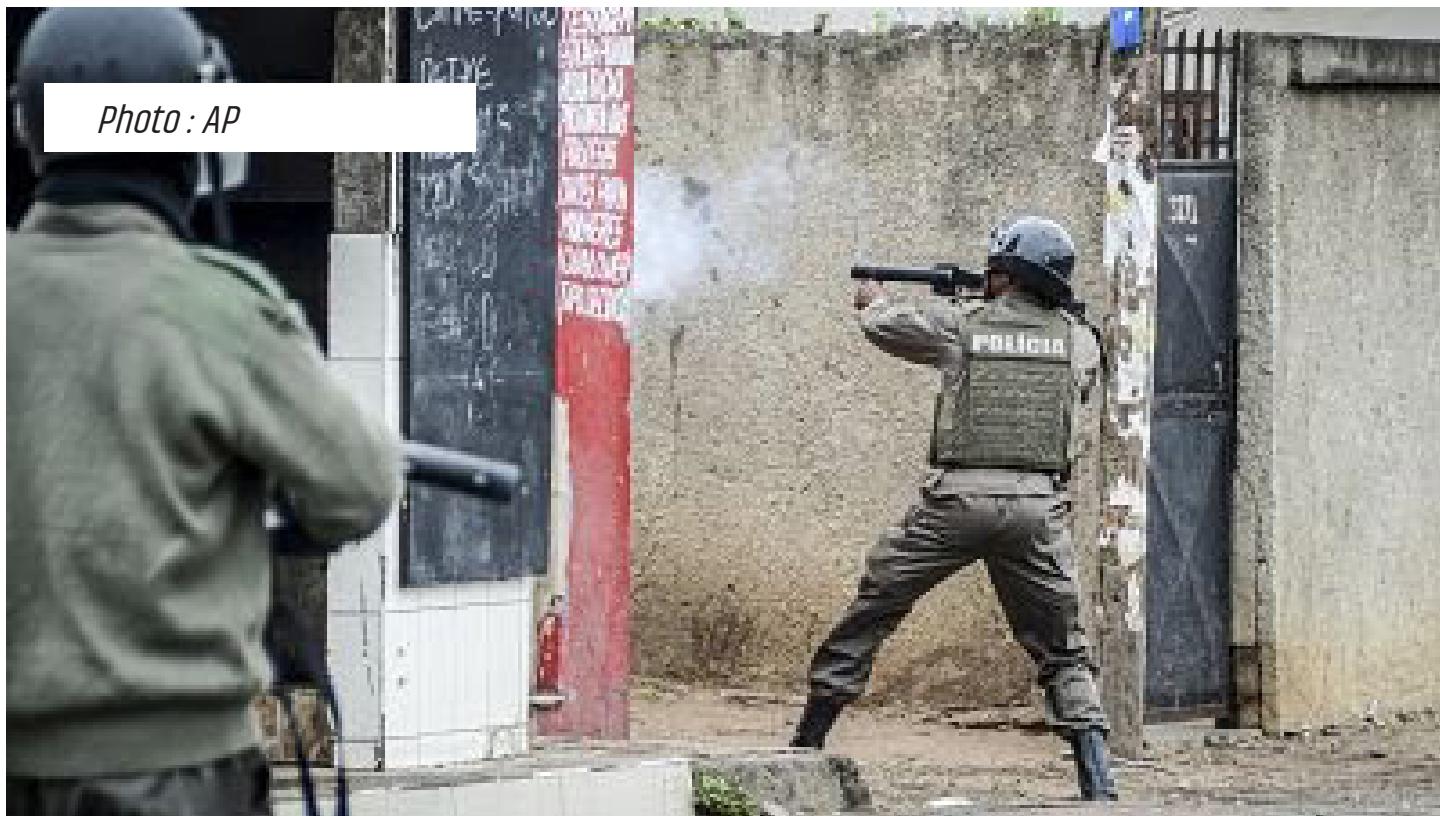
Netumbo Nandi-Ndaitwah a marqué l'histoire de la Namibie en devenant la première femme à accéder à la présidence. Elle a remporté l'élection dès le premier tour avec 57,31 % des voix, selon les résultats annoncés par la commission électorale nationale mardi soir. À 72 ans, cette candidate du parti au pouvoir, la SWAPO, a su séduire les électeurs d'un pays riche en ressources minérales, mais dont la population, majoritairement âgée de moins de 30 ans, ne dépasse pas trois millions d'habitants.

Dans une déclaration sobre, vêtue d'une élégante robe de soie orangée, accompagnée de fines lunettes et d'un chapeau assorti, Nandi-Ndaitwah a exprimé sa gratitude envers les électeurs et a promis de tenir ses engagements. Sa campagne a été marquée par un message fort, alliant expérience et sagesse, avec des promesses ambitieuses de créer plus de 250 000 emplois au cours des cinq prochaines années. Elle a également souligné l'importance d'une politique stable pour favoriser la prospérité des entreprises et a promis d'attirer des investissements grâce à une diplomatie efficace.

Née d'un père pasteur anglican et ayant vécu en exil en Russie dans les années 1970, Nandi-Ndaitwah a été formée au sein du Komsomol, l'organisation de jeunesse du Parti communiste soviétique. Figure emblématique de la lutte pour l'indépendance de la Namibie, elle défend des positions conservatrices, notamment en matière de législation sur l'avortement.

Son principal adversaire, Panduleni Itula, leader du parti d'opposition IPC, a obtenu seulement 25,50 % des voix et a annoncé qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats en raison de nombreux problèmes logistiques et techniques ayant entaché le scrutin. Les élections, tenues le 27 novembre, ont été prolongées à plusieurs reprises en raison de pénuries de bulletins de vote et de longues files d'attente, certains électeurs ayant dû abandonner après jusqu'à 12 heures d'attente.

Malgré ces défis, la Namibie a affiché un taux de participation impressionnant de plus de 76 % des électeurs inscrits, témoignant de l'engagement de la population envers la démocratie et la paix, des valeurs qui caractérisent le pays.



L'opposition lance un appel à une nouvelle semaine de contestation, 50 jours après les élections générales

Au Mozambique, la contestation s'intensifie 50 jours après les élections générales. Ce lundi, Venacio Mondlane, candidat malheureux lors du scrutin du 9 octobre dernier, a appelé à une semaine de manifestations. Cet appel intervient alors que le Conseil constitutionnel doit se prononcer sur le contentieux électoral le 23 décembre prochain.

Les résultats provisoires, publiés le 24 octobre, ont désigné Daniel Chapo, le candidat du parti au pouvoir, comme vainqueur avec plus de 70 % des voix. L'opposition, quant à elle, dénonce ce qu'elle qualifie de mascarade électorale, ignorant les appels au calme lancés par le président sortant, Filipe Nyusi.

La situation est d'autant plus préoccupante

que les contestations ont été marquées par des violences tragiques. Selon la plateforme électorale Decide, une organisation de la société civile, 76 morts et 210 blessés par balles ont été recensés dans le cadre des manifestations.

Le Frelimo, parti au pouvoir, règne sur le Mozambique depuis près de 50 ans. Cette longévité au pouvoir soulève des questions sur la démocratie et la transparence des processus électoraux dans le pays. La tension entre l'opposition et le gouvernement semble loin d'être résolue, tandis que les appels à la mobilisation se multiplient dans un contexte politique toujours plus volatil.

*Photo : AP*

Joe Biden: Quand les États-Unis contrent l'influence croissante de la Chine en Afrique

Le 2 décembre 2024, Joe Biden a foulé le sol angolais, marquant son premier et unique voyage officiel en Afrique durant son mandat. Ce choix stratégique n'est pas anodin, car l'Angola constitue un enjeu majeur pour les États-Unis sur le continent africain.

Les États-Unis s'engagent dans un projet ambitieux de plusieurs milliards de dollars visant à réhabiliter le corridor ferroviaire de Lobito. Cette ligne ferroviaire est essentielle, reliant l'Angola à la République démocratique du Congo (RDC) et à la Zambie, ce qui facilite le transport de ressources précieuses. En 2023, l'Angola s'est classé quatrième partenaire commercial des États-Unis en Afrique subsaharienne, avec des échanges atteignant 1,77 milliard de dollars.

La Maison-Blanche justifie ce choix stratégique par la position géographique de l'Angola, ouvert sur l'Atlantique et partageant des frontières avec des pays riches en ressources minérales telles que le cobalt et le cuivre. Cet investissement ne se limite pas à des enjeux économiques : il vise également à renforcer la sécurité régionale par le développement économique.

L'Angola, deuxième exportateur de pétrole brut en Afrique, se distingue par son ouverture aux accords commerciaux avec les pays occidentaux, contrastant avec d'autres nations davantage tournées vers des partenaires non traditionnels. La réhabilitation du corridor ferroviaire ambitionne de créer une alternative aux routes commerciales actuelles, largement dominées par l'Afrique du Sud et la

Tanzanie.

Un autre aspect crucial de cette visite réside dans la volonté des États-Unis de contrer l'influence croissante de la Chine en Afrique. Pékin a massivement investi dans les infrastructures africaines au cours des dernières décennies. Lors du forum sur la coopération sino-africaine, le président Xi Jinping a promis une aide financière de 50 milliards de dollars sur trois ans. En réponse, les États-Unis cherchent à proposer une alternative viable, visant à diversifier les activités économiques de l'Angola au-delà de sa dépendance au pétrole.

La réhabilitation de la ligne ferroviaire reliant Lobito à la RDC et à la Zambie devrait réduire les coûts de transport et accélérer les délais de livraison, stimulant ainsi l'économie locale et attirant de nouveaux investissements. Ce projet pourrait également ouvrir des opportunités dans divers secteurs, tels que les télécommunications, le génie civil, l'agroalimentaire et les énergies renouvelables. Cependant, une question persiste : quelle sera la politique africaine de Donald Trump, qui succède à Joe Biden ? Bien qu'il ait montré peu d'intérêt pour le continent par le passé, sa volonté de mener une guerre commerciale contre la Chine pourrait influencer son approche envers l'Afrique.

En somme, la visite de Joe Biden en Angola symbolise un tournant potentiel dans les relations entre les États-Unis et l'Afrique, avec des implications significatives pour l'avenir économique et politique de la région.

Photo : Financialafrik.com



IDRISSA NASSA

DU BURKINA FASO À L'EXPANSION PANAFRICaine

Idrissa Nassà est une figure emblématique du secteur bancaire en Afrique de l'Ouest. Fondateur de Coris Bank International, il a su transformer une modeste entreprise en un groupe financier d'envergure régionale. Ce grand format retrace son parcours, de ses débuts entrepreneurial à son influence actuelle sur le paysage financier africain.

IDRISSA NASSA : DES ORIGINES MODESTES À LA TÊTE D'UN EMPIRE FINANCIER

Origines et formation : Les débuts d'un leader



Né à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso, Idrissa Nassa débute sa carrière en 1985 dans l'industrie des cycles et le négoce international. Dès 1990, il se distingue parmi les plus grands négociants de produits de grande consommation dans la sous-région. Cette expérience lui permet d'acquérir une solide expertise en gestion d'entreprise et une compréhension approfondie des marchés ouest-africains.

La naissance de Coris Bank : Une vision

L'expansion régionale : Une banque au service de l'Afrique

Sous la direction d'Idrissa Nassa, Coris Bank entame une expansion régionale ambitieuse. Le groupe s'implante dans les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), notamment en Côte d'Ivoire, au Mali, au Togo, au Sénégal, au Bénin et au Niger.

En 2021, Coris Bank étend ses activités en Guinée-Bissau et en Guinée-Conakry, affirmant ainsi sa présence au-delà de l'UEMOA.

devenue réalité

En 2002, Idrissa Nassa investit dans la Financière du Burkina (FIB), alors en difficulté. En cinq ans, il redresse l'institution et la positionne parmi les leaders financiers du Burkina Faso.

En 2008, fort de ce succès, il fonde Coris Bank International, avec pour mission de soutenir les PME/PMI et d'accompagner les porteurs de projets.



Origines et formation : Les débuts d'un leader

Coris Bank se distingue par des produits et services innovants, adaptés aux besoins spécifiques de sa clientèle. L'institution joue un rôle crucial dans le financement des PME et des projets d'infrastructure, contribuant ainsi au développement économique et social des communautés africaines. En 2021, le groupe affiche une collecte de dépôts de 859,1 milliards de FCFA et des crédits de 1 015,6 milliards de FCFA, reflétant sa solidité financière.



Leadership et philosophie : Le style Idrissa Nassa

Idrissa Nassa prône un leadership axé sur l'éthique, l'innovation et la résilience. Il met l'accent sur la gouvernance transparente et l'importance de s'entourer de collaborateurs compétents. En octobre 2023, il est élu président du Conseil national du patronat burkinabè (CNPB), renforçant ainsi son influence dans le milieu des affaires.

Défis actuels et futurs : Maintenir le cap dans un environnement en mutation

Coris Bank fait face à des défis macroéconomiques, notamment l'inflation et la concurrence accrue des banques internationales et des fintechs. Néanmoins,

le groupe poursuit sa stratégie d'expansion panafricaine. En 2023, bien que l'acquisition de Banque Zitouna en Tunisie n'ait pas abouti, Idrissa Nassa réaffirme son engagement envers la croissance et le développement du groupe.

Le parcours d'Idrissa Nassa, de ses débuts modestes à la tête d'un empire financier, est un témoignage de la capacité des Africains à transformer des défis en opportunités. Son engagement envers l'innovation, l'éthique et le développement économique fait de lui un modèle pour les générations futures, soulignant l'importance de bâtir des institutions solides pour le progrès du continent.

En octobre 2023, Idrissa Nassa a été élu président du Conseil national du patronat burkinabè (CNPB), obtenant 68,78% des voix face au président sortant, Apollinaire Compaoré.

Cette position stratégique renforce son rôle dans le dialogue entre le secteur privé et les autorités gouvernementales, lui permettant d'influencer les politiques économiques du pays.

Lors de son investiture en décembre 2023, en présence du chef de l'État, le capitaine Ibrahim Traoré, Nassa a souligné l'importance de la collaboration entre le secteur privé et le gouvernement pour le développement socio-économique du Burkina Faso.

Il a également exprimé le soutien du patronat aux efforts du gouvernement dans la reconquête du territoire et l'affirmation de la souveraineté économique.

CORIS BANK INTERNATIONAL : UNE SUCCESS STORY BURKINABÈ DEVENUE PANAFRICaine



**CORIS
BANK**
INTERNATIONAL

La Banque Autrement

Coris Bank International (CBI) est une institution financière majeure en Afrique de l'Ouest, reconnue pour son engagement envers le développement économique de la région. Fondée en 2008 au Burkina Faso, CBI a rapidement étendu ses activités à travers l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), avec une présence notable dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Mali, le Togo, le Sénégal, le Bénin et le Niger.

Mission et vision

Depuis sa création, CBI s'est donnée pour mission de financer les particuliers et les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME) et les petites et moyennes industries (PMI). L'objectif est d'améliorer la qualité de vie de ses clients en offrant des services adaptés à leurs besoins spécifiques. La vision de la banque est de devenir la référence bancaire en Afrique, en obtenant des résultats performants et en assurant une croissance régulière.

Expansion et croissance

CBI a connu une croissance significative depuis sa création. En 2021, le groupe a étendu ses activités en Guinée-Bissau et en Guinée-Conakry, renforçant ainsi sa présence au-delà de l'UEMOA. Cette expansion s'inscrit

dans une stratégie visant à offrir des services bancaires innovants et accessibles à une clientèle diversifiée à travers le continent africain.

Acquisitions stratégiques

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, CBI a réalisé des acquisitions stratégiques pour renforcer sa position sur le marché. En décembre 2023, la banque a signé un accord avec Standard Chartered pour reprendre les activités de banque de détail du groupe britannique en Côte d'Ivoire. Cette acquisition vise à renforcer l'ancrage local de CBI et à élargir sa base de clients dans la région.

Engagement envers l'innovation

CBI se distingue par son engagement envers l'innovation et la satisfaction client. La banque s'efforce de proposer des solutions financières novatrices, adaptées aux besoins évolutifs de sa clientèle. Cette approche lui permet de se positionner comme un acteur clé dans le secteur bancaire africain, en offrant des produits et services qui répondent aux attentes des particuliers et des entreprises.

Perspectives d'avenir

Avec une stratégie axée sur l'expansion régionale, l'innovation et le soutien aux PME/PMI, Coris Bank International est bien positionnée pour continuer à jouer un rôle central dans le développement économique de l'Afrique de l'Ouest. La banque prévoit de poursuivre sa croissance en explorant de nouveaux marchés et en renforçant ses services pour répondre aux besoins diversifiés de sa clientèle.

En somme, Coris Bank International incarne une vision dynamique du secteur bancaire africain, alliant croissance rapide, innovation et engagement envers le développement économique régional.

IDRISSA NASSA EN 5 DATES CLÉS

1**2002 : Prise en main de la Financière du Burkina (FIB)**

Idrissa Nassa rachète la FIB, une institution financière en difficulté, et amorce son redressement en quelques années.

2**2008 : Crédit à la Banque Internationale**

Fort de son succès avec la FIB, il fonde Coris Bank, une banque tournée vers le financement des PME/PMI, devenant un acteur majeur du secteur bancaire burkinabè.

3**2016 : Expansion régionale**

Coris Bank s'étend dans plusieurs pays de l'UEMOA, notamment la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal, consolidant sa position en Afrique de l'Ouest.

4**2023 : Élection à la tête du patronat burkinabè**

Il devient président du Conseil national du patronat burkinabè (CNPB), renforçant son influence dans les milieux économiques et politiques du pays.

5**2023 : Acquisition des activités de détail de Standard Chartered en Côte d'Ivoire**

Sous sa direction, Coris Bank élargit ses activités en reprenant les opérations de banque de détail de Standard Chartered, un pas stratégique pour asseoir son leadership régional.

Photo : Pouvoir d'Afrique

ECONOMIE



RWANDA

LA BAD DÉCAISSE 100 MILLIONS DE DOLLARS POUR AMÉLIORER LA MOBILITÉ À KIGALI



Le Rwanda s'apprête à transformer la mobilité urbaine de sa capitale, Kigali, grâce à un projet ambitieux soutenu par la Banque africaine de développement (BAD). Le 2 décembre 2024, la BAD a approuvé un prêt de 100 millions de dollars destiné à la mise en œuvre du Projet d'amélioration des transports urbains de Kigali, visant à redéfinir le paysage des déplacements dans la ville.

Kigali est confrontée à une croissance rapide du trafic urbain, entraînant des embouteillages fréquents, des temps de trajet prolongés et des intersections surchargées. Ces défis sont aggravés par un système de transport public peu intégré et une forte dépendance aux motos-taxis, souvent perçues comme dangereuses pour les usagers. Ces problèmes engendrent des coûts économiques et sociaux significatifs pour les habitants.

Le projet se concentre sur l'efficacité, l'inclusivité et la sécurité. Il prévoit notamment la modernisation de trois carrefours stratégiques, avec la création de voies

réservées aux bus et des aménagements pour les usagers non motorisés. En outre, des arrêts de bus modernes seront construits, conçus pour répondre aux besoins spécifiques des femmes enceintes, des mères allaitantes et des personnes handicapées, tout en offrant des abris adaptés aux intempéries.

Grâce à l'intégration de trottoirs, de passages piétons accessibles et d'infrastructures innovantes, ce projet vise non seulement à fluidifier le trafic, mais également à améliorer la qualité de vie des habitants de Kigali. Ces initiatives illustrent l'ambition du Rwanda de devenir un modèle de mobilité urbaine inclusive et durable en Afrique.

Ce programme marque une avancée significative pour Kigali, transformant les défis actuels en opportunités pour un avenir urbain plus fonctionnel et équitable. Avec ce soutien financier, le Rwanda s'engage résolument sur la voie d'une mobilité urbaine modernisée, qui pourrait inspirer d'autres villes africaines à suivre cet exemple.



RDC

ECONOMIE



Photo : Présidence Angola

Corridor de Lobito : La RDC approuve le projet ferroviaire tout en soulignant la nécessité de stabilité dans l'est du pays

Le 4 décembre 2024, le sommet sur le corridor de Lobito s'est tenu en Angola, réunissant plusieurs chefs d'État africains ainsi que le président américain Joe Biden. Ce projet ambitieux de ligne ferroviaire vise à relier la Zambie à l'océan Atlantique en passant par la République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola, facilitant ainsi l'exportation des précieuses ressources minières de ces nations. Le président Biden a souligné que ce corridor permettra d'accélérer l'exportation de minéraux essentiels, tels que le cobalt et le cuivre, cruciaux pour la transition énergétique mondiale. Grâce à ce projet, les délais d'exportation pourraient passer de 45 jours à seulement 45 heures pour certaines cargaisons, illustrant ainsi la volonté des États-Unis de proposer une alternative viable aux investissements chinois dans la région.

Biden a également mis en avant l'approche transparente et respectueuse des normes environnementales et sociales incarnée par ce projet, visant à "offrir des alternatives aux communautés locales et à éviter des dettes écrasantes." En revanche, pour la Chine, ce corridor représente une concurrence directe

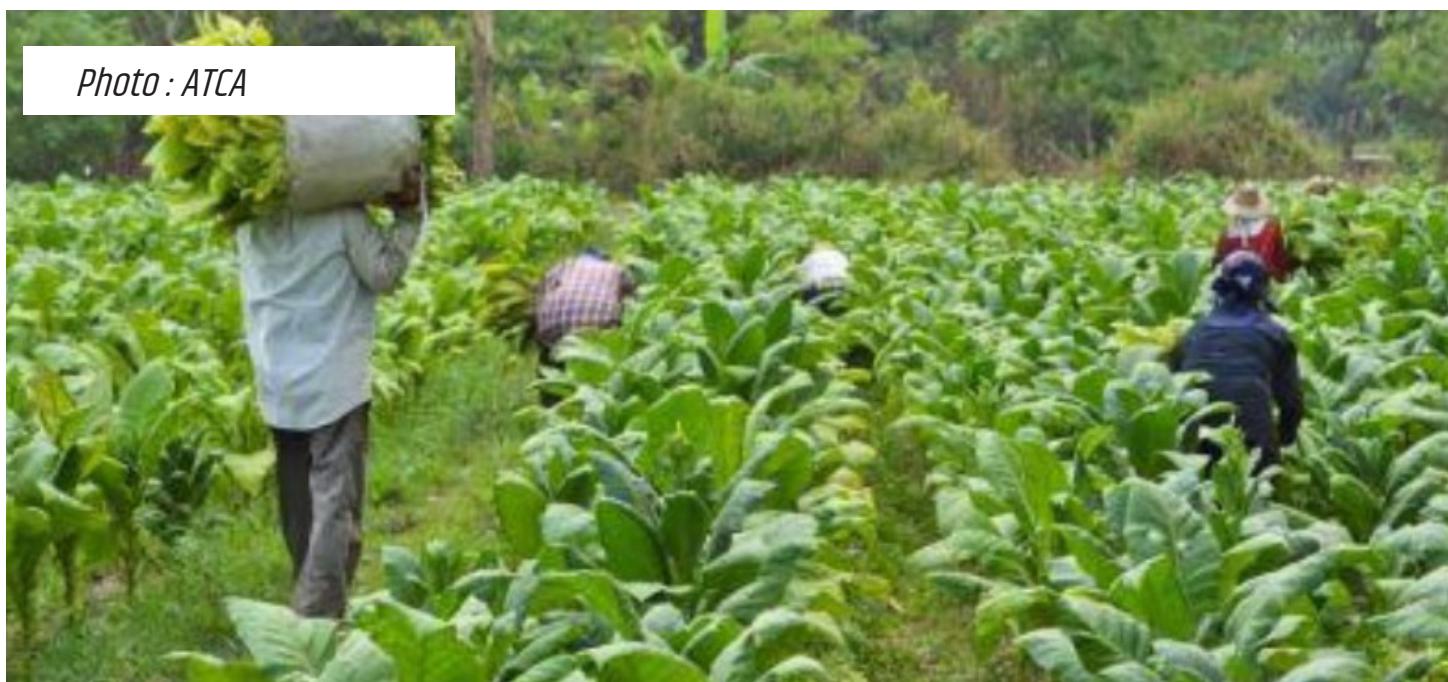
dans un domaine où elle a longtemps été dominante. Les États-Unis se positionnent ainsi comme des rivaux stratégiques, répondant aux promesses de Pékin, qui a récemment annoncé un investissement de 50 milliards de dollars en Afrique.

Le projet pourrait générer jusqu'à 30 000 emplois directs et indirects, représentant une opportunité significative pour la RDC. Le président Félix Tshisekedi a salué les avantages économiques du corridor, notamment la réduction des coûts logistiques pour les exportateurs. Cependant, il a également insisté sur le fait que la stabilité dans l'est de la RDC est cruciale pour garantir le succès de cette initiative.

La question de la sécurité a été au cœur de sa rencontre bilatérale avec Joe Biden, au cours de laquelle les deux dirigeants ont discuté des efforts régionaux pour la paix, notamment sous la médiation de l'Angola. Bien que le corridor de Lobito soit perçu comme une avancée majeure pour le développement économique, la RDC reste consciente des défis sécuritaires susceptibles d'entraver sa mise en œuvre.



Photo : ATCA



Production de tabac : Le Zimbabwe ambitionne 300 000 tonnes pour la campagne 2024-2025

Le Zimbabwe, premier exportateur africain de tabac, se prépare à une campagne 2024-2025 ambitieuse. Après avoir été durement touché par les effets dévastateurs de la sécheresse causée par El Niño lors de la campagne 2023-2024, le secteur tabacole anticipe un rebond significatif. La production est estimée à 300 000 tonnes, soit une augmentation de 27,6 % par rapport aux 235 000 tonnes de l'année précédente. Cette projection, confirmée par Jenfan Muswere, ministre de l'Information, pourrait établir un nouveau record historique pour le pays.

Cette reprise attendue repose sur des conditions climatiques plus favorables, grâce à l'émergence du phénomène La Niña pour la saison 2024-2025. Des pluies plus régulières devraient permettre aux producteurs d'optimiser leurs rendements. Par ailleurs, une hausse de 8 % du nombre d'agriculteurs inscrits pour cultiver du tabac, atteignant près de 121 000 producteurs en novembre, renforce

l'optimisme au sein de la filière.

Le dynamisme de ce secteur est d'une importance capitale pour l'économie zimbabwéenne, le tabac représentant l'une des principales sources de devises du pays. Cependant, plusieurs défis subsistent : l'accès au financement, l'amélioration des infrastructures agricoles et la gestion des risques climatiques doivent rester des priorités pour assurer une reprise durable et pérenniser la filière.

Avec cet objectif ambitieux de 300 000 tonnes, le Zimbabwe réaffirme sa position de leader sur le marché africain du tabac, tout en soulignant l'importance stratégique de cette culture pour son développement économique. Les efforts pour surmonter les défis actuels seront cruciaux pour garantir la durabilité de ce secteur vital.



Photo : Getty Image



Un défi de financement pour les TPME, le gouvernement en quête de 160 milliards de dollars

Le Nigeria, véritable moteur économique de l'Afrique, fait face à un défi majeur : le financement des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). Ces entreprises, qui constituent le cœur battant de l'économie locale, génèrent 40 % du produit intérieur brut (PIB) et emploient près de 90 % de la main-d'œuvre. Cependant, leur accès au soutien financier demeure largement insuffisant, avec des besoins estimés à 160 milliards de dollars, selon la Banque africaine de développement (BAD).

Dans un pays où près de la moitié des 229 millions d'habitants a moins de 17 ans, la pression démographique impose des défis colossaux. Les projections indiquent qu'il faudra créer jusqu'à 130 millions d'emplois au cours des deux prochaines décennies. Les TPME représentent une opportunité précieuse pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, mais elles se heurtent à des obstacles financiers considérables. La durée de vie moyenne de ces entreprises, inférieure à cinq ans, est aggravée par un manque criant d'accès au capital.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement nigérian a mis en œuvre plusieurs initiatives, notamment en incitant les banques commerciales à allouer 10 % de leurs portefeuilles de crédit aux TPME. Des fonds de

soutien à l'entrepreneuriat ont également été instaurés. Cependant, ces mesures restent insuffisantes face à l'ampleur des besoins.

Dans ce contexte, la BAD a lancé un projet ambitieux de financement de 300 millions de dollars pour renforcer le soutien aux TPME. Ce programme repose sur des partenariats stratégiques avec des acteurs internationaux tels que l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne et la coopération japonaise. La BAD prévoit d'investir 100 millions de dollars sous forme de prêts, tandis que l'AFD apportera un montant équivalent en fonds propres. De plus, 30 millions de dollars seront mobilisés par l'Autorité nigériane des investissements souverains et la Banque de développement du Nigeria, le reste provenant des partenaires internationaux.

Ces efforts visent à garantir un accès durable au financement pour les TPME, avec pour objectif de stimuler l'innovation, soutenir la croissance économique et répondre aux attentes d'une population jeune et en pleine expansion. En s'attaquant au déficit de financement, le Nigeria espère transformer ces petites entreprises en moteurs de croissance durable, tout en relevant le défi crucial de l'emploi dans la première puissance démographique et économique d'Afrique.

Photo : PETROCI Holding



Industrie pétrolière : Sonatrach et Petroci Holding envisagent une coopération énergétique durable en Afrique

Ce week-end, Abidjan, en Côte d'Ivoire, a accueilli le Salon international des ressources extractives et énergétiques (SIREXE), un événement majeur rassemblant les acteurs clés du secteur énergétique africain. Ce salon a servi de plateforme idéale pour encourager des échanges constructifs et envisager de nouvelles formes de coopération énergétique sur le continent.

Parmi les annonces marquantes, le géant algérien Sonatrach a révélé être en pourparlers avancés avec Petroci Holding, l'entreprise pétrolière nationale ivoirienne. Cet accord, en cours de finalisation, va au-delà des échanges commerciaux traditionnels et mettra l'accent sur un transfert d'expertise technique crucial. Cette collaboration vise à renforcer les compétences des professionnels ivoiriens en leur permettant de bénéficier des connaissances et de l'expérience de Sonatrach, reconnu pour ses projets ambitieux et sa position de leader sur les scènes nationale et internationale.

La Côte d'Ivoire affiche de grandes ambitions dans le secteur pétrolier, avec pour objectif de tripler sa production, passant de 60 000 à 200

000 barils par jour d'ici 2027. Pour atteindre cet objectif, un investissement massif de 15 milliards de dollars sera nécessaire, ainsi qu'un effort significatif dans la formation d'ingénieurs et de techniciens qualifiés. Dans ce contexte, le rôle de Sonatrach sera déterminant. Avec une production quotidienne de plus de 1,137 million de barils, l'Algérie s'impose comme l'un des principaux producteurs de pétrole en Afrique.

En outre, Sonatrach s'engage à faciliter le transfert de technologies et à conseiller sur le développement d'infrastructures essentielles pour accompagner les entreprises ivoiriennes dans leur croissance. Cette alliance promet de stimuler le développement économique et de renforcer la coopération régionale, marquant ainsi un tournant dans le paysage énergétique africain.

Avec une approche axée sur le partage de savoir-faire et le développement durable, cette collaboration pourrait établir un modèle exemplaire de partenariat Sud-Sud dans le secteur de l'énergie.

Photo : Zero Ivoire

SOCIETE



HOMMAGE ET RÉFLEXION SUR L'HÉRITAGE DE FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

Le 7 décembre marque l'anniversaire du décès de Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire, une figure historique incontournable pour le pays et pour l'Afrique. Décédé en 1993, il laisse derrière lui une empreinte profonde, mêlant modernité, stabilité et controverse. Trente et un ans après sa disparition, son héritage continue de résonner dans les mémoires ivoiriennes et au-delà.



Félix Houphouët-Boigny : Architecte de la Côte d'Ivoire moderne

Les origines d'un leader

Né le 18 octobre 1905 à Yamoussoukro, dans une famille de notables Baoulés, Félix Houphouët-Boigny a d'abord choisi la médecine comme vocation. Diplômé de l'École de médecine de Dakar, il a exercé comme médecin avant de se tourner vers la politique. Cette transition s'est opérée alors qu'il observait les injustices sociales auxquelles étaient confrontées les populations locales, notamment les travailleurs agricoles.

Dans les années 1940, Houphouët-Boigny s'est illustré comme l'un des premiers Africains à siéger à l'Assemblée nationale française, où il s'est battu pour l'abolition du travail forcé en Afrique. Cet engagement marque le début d'une carrière politique qui allait transformer non seulement la Côte d'Ivoire, mais aussi l'ensemble du continent africain.



L'artisan de l'indépendance



En 1960, Félix Houphouët-Boigny devient le premier président de la République de Côte d'Ivoire après avoir conduit le pays à l'indépendance. Dès le départ, il affiche sa volonté de maintenir des liens étroits avec la France, qu'il considère comme un partenaire stratégique. Ce positionnement, souvent critiqué comme du néocolonialisme, a néanmoins permis à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'investissements massifs et d'un soutien technique.

Le « miracle ivoirien » : Entre faste et défis

Sous sa présidence, la Côte d'Ivoire a connu une stabilité politique inédite et une croissance économique soutenue, souvent qualifiée de «miracle ivoirien». Grâce à une agriculture florissante, notamment dans les filières café et cacao, le pays s'est rapidement imposé comme un moteur économique en Afrique de

l'Ouest.

Cependant, cette prospérité avait ses limites. La dépendance aux matières premières exposait l'économie ivoirienne aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux. De plus, les inégalités sociales et régionales, notamment entre le Nord et le Sud, s'intensifiaient, jetant les bases des tensions qui allaient éclater après sa mort.

Un bâtisseur visionnaire

Félix Houphouët-Boigny était un homme de grandeur. Sous son impulsion, des infrastructures symboliques ont vu le jour, telles que la basilique Notre-Dame de la Paix de Yamoussoukro, inscrite dans le Livre Guinness des records comme la plus grande basilique du monde. Ce projet, bien que critiqué pour son coût astronomique dans un pays en développement, symbolisait la vision d'un homme qui voulait inscrire son pays dans la modernité.

L'Hôtel Ivoire, inauguré en 1963 à Abidjan, est un autre exemple de sa volonté de faire de la Côte d'Ivoire un carrefour international. Ce complexe hôtelier a accueilli des sommets internationaux, consolidant l'image du pays comme une place forte du dialogue international en Afrique.

Le médiateur de l'Afrique

Surnommé « Le Vieux » pour sa sagesse et son pragmatisme, Houphouët-Boigny était également connu pour son rôle de médiateur dans les conflits africains. Il a joué un rôle crucial dans la résolution des crises au Liberia, en Sierra Leone et en Angola. Sa politique de non-violence et de dialogue a inspiré de nombreux dirigeants africains.

La Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, créée en 1973, demeure un héritage tangible de son engagement pour la stabilité et la réconciliation.

Un héritage contrasté

La longévité de son règne – 33 ans – fait de lui l'un des dirigeants africains les plus durables de son époque. Mais

cette longévité a également engendré des critiques. Son régime était marqué par une centralisation excessive du pouvoir et une faible tolérance pour l'opposition politique. Certains de ses détracteurs l'accusent d'avoir favorisé un système clientéliste qui a fragilisé la démocratie ivoirienne.

Une figure toujours vivante dans les mémoires

Aujourd'hui, Félix Houphouët-Boigny reste une référence pour de nombreux politiciens ivoiriens, qui se revendentiquent de son héritage. Sa vision d'une Côte d'Ivoire unie et prospère continue d'inspirer, même si les défis contemporains du pays exigent des réponses nouvelles.

Chaque 7 décembre, des commémorations sont organisées pour honorer sa mémoire, témoignant de l'attachement profond des Ivoiriens à cet homme qui a marqué leur histoire.



Les critiques panafricanistes et la complexité de son héritage

Une vision africaine contestée

Bien qu'Houphouët-Boigny soit célébré pour avoir conduit la Côte d'Ivoire à l'indépendance en 1960, son approche a souvent été critiquée par les panafricanistes, qui lui reprochent une proximité jugée excessive avec la France, ancienne puissance coloniale. Cette relation étroite, surnommée par certains «Françafrique», a permis à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'investissements massifs et d'un soutien technique, mais elle a également suscité des accusations de dépendance néocoloniale.

Les panafricanistes lui reprochent notamment d'avoir freiné la consolidation d'une véritable unité africaine. Contrairement à des figures comme Kwame Nkrumah ou Sékou Touré, qui prônaient une indépendance politique et économique totale, Houphouët-Boigny adoptait une position pragmatique, arguant que la coopération avec la France était essentielle pour le développement. Cette divergence idéologique a creusé un fossé avec d'autres leaders africains de son époque, renforçant son image d'homme de compromis, parfois perçu comme manquant d'audace pour défendre une souveraineté panafricaine plus affirmée.

Critiques sur le rôle de la «Françafrique»

Houphouët-Boigny est souvent considéré comme l'un des piliers de la Françafrique, ce système d'influence dans lequel la France maintient des relations étroites, souvent informelles,

avec ses anciennes colonies. Ce réseau d'influence a été critiqué pour son opacité et pour avoir consolidé des élites économiques et politiques au détriment d'une véritable indépendance.

Bien que la Côte d'Ivoire ait prospéré économiquement sous son règne, certaines estimations de développement s'est fait au prix d'un contrôle étroit de la France sur les ressources stratégiques et les décisions politiques majeures. Pour ses détracteurs, ce modèle aurait limité l'émergence d'un modèle économique réellement endogène et indépendant.

Un panafricanisme pragmatique ou une absence de vision ?

Contrairement à Nkrumah, qui rêvait d'une fédération africaine unie, Houphouët-Boigny prônait un panafricanisme pragmatique, basé sur la stabilité et les intérêts économiques. Il a soutenu des initiatives comme l'Union africaine et a joué un rôle de médiateur dans plusieurs conflits, mais ses priorités étaient centrées sur la prospérité de la Côte d'Ivoire, souvent au détriment d'une vision continentale plus ambitieuse.

Cette position a souvent été interprétée comme une absence d'engagement pour une véritable transformation structurelle de l'Afrique. Pour ses critiques, cela reflète une vision conservatrice, qui a conforté les hiérarchies coloniales plutôt que de les remettre en question.

Réflexion sur l'héritage

L'héritage d'Houphouët-Boigny est donc profondément ambivalent. Si la stabilité qu'il a apportée à la Côte d'Ivoire est saluée, les choix stratégiques de son régime restent des sujets de débat. Les questions soulevées par les panafricanistes sur l'équilibre entre pragmatisme et souveraineté demeurent pertinentes, dans un contexte où de nombreux pays africains cherchent à redéfinir leurs relations avec les puissances étrangères.

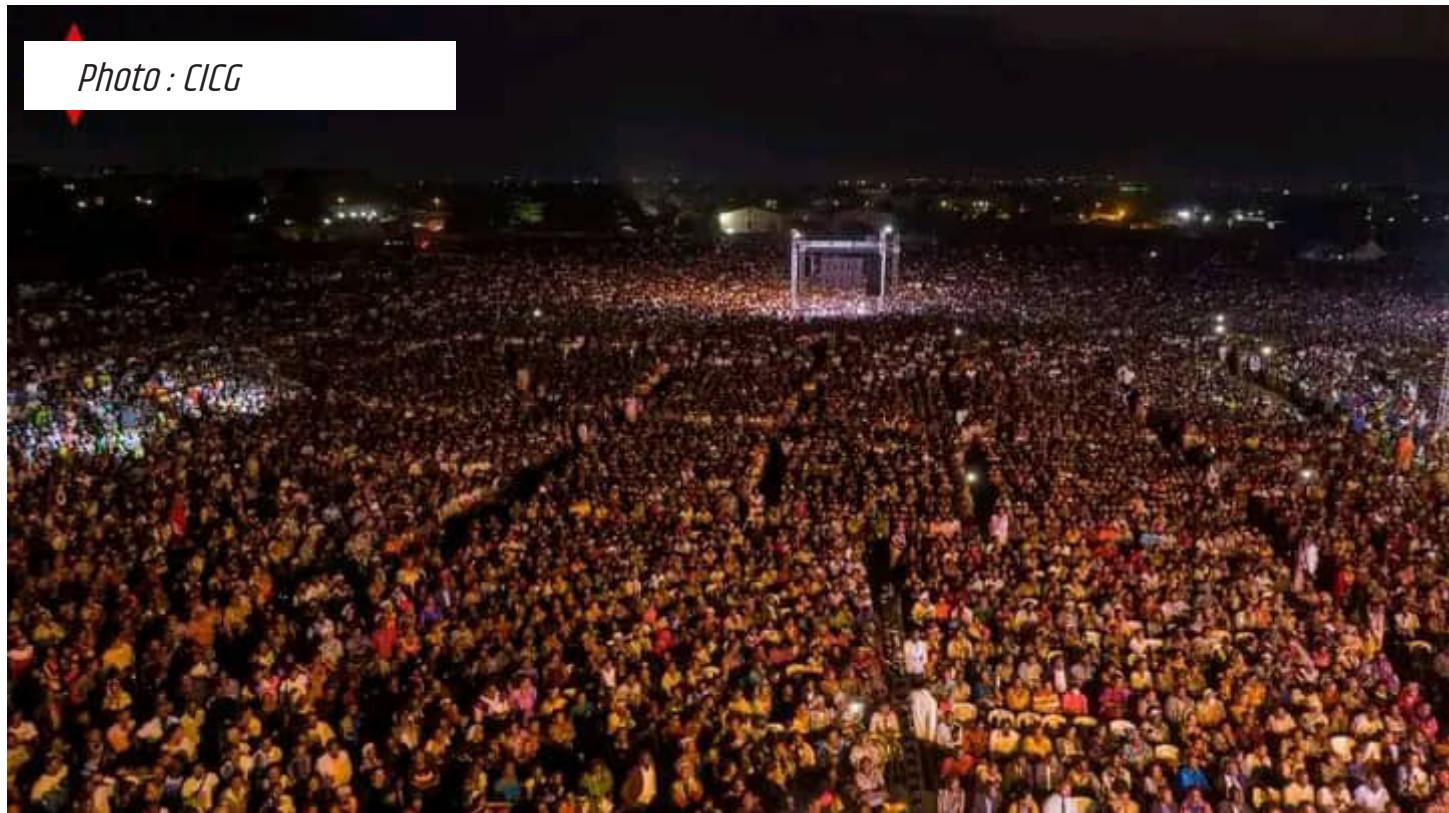
Conclusion : Entre reconnaissance et remise en question
Félix Houphouët-Boigny incarne à la fois la promesse et les limites du leadership africain postcolonial. Ses réalisations économiques et politiques sont indéniables, mais elles s'accompagnent de critiques sur sa gestion des relations internationales et sa vision du panafricanisme. En ce jour de commémoration, il est essentiel de reconnaître la complexité de son héritage, en honorant ses contributions tout en questionnant ses choix. Cette réflexion offre des leçons pour les générations futures, alors que l'Afrique continue de chercher des modèles de développement ancrés dans sa souveraineté et son autonomie.





Kanguka : Une croisade spirituelle rassemble des milliers de fidèles à Abidjan

Photo : CICG



Le 7 décembre 2024, Abidjan a accueilli la croisade «Kanguka», un événement spirituel majeur dirigé par l'évangéliste burundais Chris Ndikumana. Le terme «Kanguka», signifiant «réveille-toi» en kirundi, reflète l'objectif de cette initiative : éveiller la conscience spirituelle des participants.

Des milliers de fidèles se sont rassemblés pour assister à cette rencontre, marquée par des moments de prière, de louange et d'enseignements bibliques. L'évangéliste Ndikumana, reconnu pour ses messages inspirants et ses précédentes croisades à travers l'Afrique, a exhorté les participants à renforcer leur foi et à vivre selon les préceptes chrétiens.

La tenue de cette croisade à Abidjan souligne l'impact croissant du mouvement «Kanguka» en Afrique de l'Ouest. Après des succès

notables dans des villes comme Douala et Libreville, où des foules massives ont participé, l'événement d'Abidjan confirme l'attrait de cette initiative auprès des communautés chrétiennes de la région.

Les autorités locales ont salué l'organisation de cette rencontre, reconnaissant son rôle dans le renforcement des valeurs spirituelles et morales au sein de la société ivoirienne. De nombreux participants ont témoigné des bienfaits spirituels reçus lors de la croisade, exprimant leur gratitude envers l'évangéliste Ndikumana et son équipe.

En somme, la croisade «Kanguka» à Abidjan a été un moment fort de communion et de renouveau spirituel, laissant une empreinte significative dans le cœur des fidèles ivoiriens.



Photo : Le Soir



Tragédie au stade de N'Zérékoré après un match de football, au moins 56 morts déplorés

Le gouvernement guinéen a annoncé un bilan tragique d'au moins 56 morts à N'Zérékoré, dans le sud-est du pays, à la suite d'un mouvement de foule survenu au stade de la ville. Des images et des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent des corps sans vie et un grand nombre de blessés, illustrant l'ampleur du drame.

La finale du tournoi de football « Général Mamadi Doumbouya » a tourné au cauchemar dans les dernières minutes du match. Alors que l'équipe locale de N'Zérékoré affrontait celle de Labé, un penalty accordé à l'équipe hôte a déclenché la colère des supporters adverses. La contestation de cette décision arbitrale a rapidement dégénéré en échauffourée sur le terrain.

Dans ce contexte déjà tendu, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser les foules, provoquant une panique générale. Les spectateurs, dans leur précipitation pour fuir, se sont rués vers la seule sortie du stade, entraînant un mouvement de foule meurtrier. Des témoins sur place ont exprimé leurs craintes face à un bilan humain très lourd.

Les images circulant sur les réseaux sociaux montrent des corps inanimés non seulement dans le stade, mais aussi dans les couloirs de

l'hôpital régional, où les médecins font état de plusieurs décès et de nombreux blessés nécessitant des soins urgents.

Jusqu'à cet incident, le tournoi était considéré comme un événement festif, attirant des milliers de spectateurs. Depuis la mi-septembre, des manifestations sportives similaires, organisées sous l'égide du chef de la junte, avaient lieu dans différentes provinces. Ces événements ont été critiqués par ses opposants, qui y voient une tentative de préparer le terrain pour une éventuelle candidature à la prochaine présidentielle.

Bah Oury, Premier ministre de transition, a exprimé sa profonde tristesse sur les réseaux sociaux en déplorant les incidents survenus lors de ce match. Il a confirmé l'existence de nombreuses victimes et a appelé les autorités régionales à agir rapidement pour rétablir le calme et la sérénité parmi la population. Il a également exhorté les leaders communautaires de la ville à jouer un rôle actif dans la restauration de la paix sociale.

Cette tragédie endeuille le pays et pose des questions cruciales sur la gestion des grands rassemblements, la sécurité dans les stades et l'utilisation des forces de l'ordre dans des contextes aussi sensibles.



Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

  (+33) 7 55 89 00 81

  (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com